

Abdelkader Bensalah président contre la volonté des Algériens

Algérie Rejeté par les manifestants qui exigent le départ des barons du régime, le chef de l'État par intérim reste inflexible.

Arezki Aït-Larbi
Correspondant à Alger

Bensalah dégage!" Moins d'une heure après la désignation du président du Sénat pour assurer l'intérim du chef de l'État pendant nonante jours, la réaction des Algériens est sans appel. À Alger, les étudiants, qui manifestent tous les mardis depuis le début du mouvement, ont été les premiers à donner de la voix. Alors que les cortèges pacifiques et festifs étaient jusque-là tolérés, ils ont été bloqués, hier, au niveau de la place Audin, haut lieu de la contestation populaire. Très déterminés, les étudiants ont réussi à forcer l'impressionnant barrage de police, avant de se regrouper sur l'esplanade de la Grande Poste.

Sauver le régime

À la salle de conférences du Club des pins, la zone sécurisée de la nomenclature sur la côte ouest d'Alger, les deux chambres du Parlement réunies en congrès ont pris acte de la vacance du fauteuil présidentiel, avant d'introniser Abdelkader Bensalah. Une cérémonie protocolaire boycottée par l'opposition. Dans la posture d'indésirable, Abdelkader Bensalah, droit dans ses bottes, s'est engagé, sans ironie, "à concrétiser les revendications du peuple"!

Pour les Algériens, c'est une provocation qui risque de durcir le mouvement. *"Une seule façon de concrétiser les revendications du peuple, c'est de dégager, en emmenant avec lui ses acolytes, s'emporte un étudiant. On ne peut bâtir un État de droit dans une Algérie démocratique avec des dictateurs corrompus!"* Saïd Salhi, vice-président de la Ligue algérienne pour la défense des droits de l'homme, fustige "le général Gaïd Salah, chef d'état-major [qui] assumera seul ce forcing contre la volonté populaire. Restons pacifiques et poursuivons notre marche". Abdelwahab Fersaoui, président du très actif Rassemblement action jeunesse, surenchérit: *"Le pouvoir continue de mépriser le peuple. [...] Nous ne devons pas céder. La crise est politique et la solution ne peut être que politique. Les manifestations doivent continuer."*

Avec Nordine Bédoui comme Premier ministre, Tayeb Bélaïz au Conseil constitutionnel et le renfort d'Abdelkader Bensalah à la tête de l'État, l'élection présidentielle prévue dans un délai de nonante jours est ficelée pour sauver le régime. Malgré des professions de foi démocratiques et la promesse de respecter la volonté populaire, réitérées

mardi soir par Abdelkader Bensalah dans un discours retransmis à la télévision nationale, le général Gaïd Salah a choisi la logique du sérail et les intérêts claniques. Sourd à la colère, jusque-là festive et bon enfant, des manifestants qui ne cessent de crier "silmya, silmya" (pacifique) et "khawa, khawa" (fraternité entre le peuple et l'armée), l'homme fort du régime a choisi la confrontation.

Dans plusieurs villes de province, la riposte s'organise. En attendant la grand-messe hebdomadaire du vendredi, qui rassemble les Algériens dans une singulière communion fraternelle, des manifestations de colère ont donné le ton de l'état d'esprit des Algériens. À Alger-Centre, les étudiants sont en première ligne. Leurs slogans hostiles au pouvoir restent inchangés depuis le 22 février: *"Tout le monde dégage. Vous avez détruit le pays, bande de voleurs. Pour une Algérie libre et démocratique."* Pour le pouvoir, la "récréation" est terminée; la police, jusque-là débonnaire, a décidé de charger. Les canons à eau ont arrosé copieusement les étudiants, qui résistent. Avant d'être dispersés par les gaz lacrymogènes.

Fin de la récréation ?

Pour la politologue Louisa Dris-Ait Hamadouche, professeure à l'université d'Alger, ce sont là des "signes qui n'augurent pas d'une politique d'apaisement".

Mardi, dans la soirée, une coordination d'associations et de syndicats autonomes a dénoncé "la répression de la marche des étudiants [...] et les tentations d'interdiction des manifestations publiques et pacifiques à Alger", avant d'appeler les Algériens "à participer massivement aux marches pacifiques qui auront lieu ce vendredi 12 avril".

Le directeur de l'Agence France-Presse à Alger, Aymeric Vincenot, a été expulsé par les autorités.

Alors que tout le monde attendait le traditionnel discours hebdomadaire du général Gaïd Salah, le chef d'état-major, en visite hier à Oran, dans l'ouest du pays, pour superviser des manœuvres militaires, est resté silencieux.